



CONCEPTOS
Y FENÓMENOS
FUNDAMENTALES
DE NUESTRO
TIEMPO

UNAM

UNIVERSIDAD NACIONAL AUTÓNOMA DE MÉXICO

INSTITUTO DE INVESTIGACIONES SOCIALES

REDES DE INFORMACIÓN Y ORGANIZACIÓN
HEGEMÓNICAS Y ALTERNATIVAS

ARMAND Y MICHÈLE MATTELART

Diciembre 2004

REDES DE INFORMACIÓN Y ORGANIZACIÓN HEGEMÓNICAS Y ALTERNATIVAS

Por Armand y Michèle Mattelart

En dépit de sa résonance moderne, voire post-moderne, la figure du réseau s'est inscrite de longue date dans les controverses sur le rôle des techniques d'information et de communication dans la configuration du lien universel. A son propos se sont départagés les tenants de modes décentralisés ou centralisés d'organisation sociale, dès l'aube de la révolution industrielle. Aujourd'hui les débats autour de ladite société globale de l'information projettent cette figure au cœur des spéculations sur le devenir de la planète. Si la représentation réticulaire a pris une telle envergure dans la confrontation entre projets de société, c'est parce que, après avoir été la servante de l'idée de progrès, elle en est devenue la maîtresse. D'où la nécessité, si l'on veut comprendre les enjeux contemporains liés à cette question, d'en esquisser l'archéologie. Figure centrale de la géopolitique et de la géoéconomie, le réseau est aussi devenu la clé de l'entendement des révolutions de la pensée.

ORGANISER LE MONDE

Réseau et organisation: cette union a été scellée très tôt dans la société industrielle. Elle se forme au lendemain de la Révolution française sous le signe de la "pensée positive", en franc contraste avec la pensée dite négative qui aurait caractérisé les doctrines qui ont permis l'insurrection de 1789 et le renversement de l'Ancien Régime. C'est Claude-Henri de Saint-Simon (1760-1825) qui formalisera avec son école la jonction entre les deux principes. Il reproche à la Révolution et aux légistes, métaphysiciens, littérateurs et gens de lettres qui l'ont impulsée de ne pas avoir pensé la nouvelle société d'une façon organique ; en d'autres termes, de ne pas avoir résolu la crise occasionnée par le passage de l'âge féodal à l'âge industriel. Un âge qui pour lui est fondamentalement marqué par l'avènement d'un nouveau "système".

Il oppose aux savoirs qu'il estime destructeurs et désorganiseurs des encyclopédistes, de nouveaux savoirs construits sur "la nouvelle alliance entre Newton et Locke", de nouvelles Lumières qui conjuguent sciences d'observation et sciences d'organisation.. Tel va être le socle de son projet d'une "Science de l'Homme" ou "physiologie sociale". Ce précurseur de la sociologie moderne, car il précède Auguste Comte qui fut pendant un certain laps de temps son secrétaire, est fortement influencé par l'invention des sciences de la vie, au tournant du siècle, et plus particulièrement par l'histologie, cette science des propriétés vitales des tissus humains. Il transfère au social cette vision de l'anatomie des tissus, de leurs combinaisons et de leurs enchevêtrements, de l'organisme naturel à l'organisation comme

production du réseau artificiel. Le réseau est véritablement la figure nodale de sa doctrine de réorganisation de la société et du globe, le remède à la crise, la sortie de “ l’état critique ” ; il devient la clé du passage à “ l’état organique ”. Le réseau est appelé à structurer la société sur un double plan , matériel (l’infrastructure, les voies de communication physique) et “ spirituel ”, immatériel dirions-nous aujourd’hui (les idées portées par la nouvelle “ religion industrielle ”, ce “ nouveau christianisme ”, mais aussi les circuits du crédit et de la finance). Il faut gérer la nation et le monde, ne cessera de répéter Saint-Simon, comme “ une grande société d’industrie ”.

A l’union des “ littérateurs et légistes ” de 1789, il oppose l’alliance entre les industriels et les savants, plus particulièrement les mathématiciens, les physiologistes, les chimistes, les géomètres et surtout les ingénieurs des ponts et chaussées. L’école saint-simonienne, après la mort du maître, construira une véritable utopie de la communication en faisant des réseaux de chemins de fer et des voies maritimes les clés de la nouvelle civilisation universelle, celle qui va “ enlacer le monde ”. Les idéaux de justice sociale qui animent le saint-simonisme à ses origines s’estomperont progressivement sous l’euphorie techno-déterministe des anciens disciples convertis à l’esprit d’entreprise. S’installera la croyance selon laquelle la réduction des distances physiques d’un point à un autre grâce aux moyens de communication s’accompagne inévitablement de la réduction de la distance entre les classes sociales. Marx percevra très bien ce mythe qui confère une valeur messianique aux “ moyens de communication ”, chemins de fer, trafic maritime, télégraphe. Dans une lettre à Nikolai Danielson, historien économiste et traducteur de l’édition russe du Capital, estimant sans doute qu’il n’avait pas assez insisté sur ce point dans cet ouvrage, il écrit en 1879 :“(Ces moyens) ont imprimé un essor insoupçonné à la concentration du capital et accéléré puissamment l’activité cosmopolite du capitalisme de prêt, enserrant ainsi le monde entier dans un réseau de filouteries financières et d’endettement réciproque, forme capitaliste de la fraternité ‘internationale’ ”.

L’idée de réseau imprègne la sociologie naissante. Témoin Herbert Spencer (1820-1903), ancien ingénieur des chemins de fer et pionnier du positivisme britannique, qui place au centre de sa physiologie sociale la figure complexe du réseau qui relève à la fois du système vasculaire et du système nerveux. Ce maillage rend possible, à ses yeux, la gestion des relations complexes d’un centre dominant avec sa périphérie. Tel est le rôle des informations (presse, pétitions, enquêtes) et de l’ensemble des moyens de communication par lesquels le centre peut “propager son influence ”. Les dépêches sont des décharges nerveuses qui communiquent un mouvement d’un habitant d’une ville à celui d’une autre.

ENTRE CENTRALISATION ET DECENTRALISATION

Le saint-simonisme avait une vision centralisatrice du rôle des réseaux dans la réorganisation du globe. A la fin du 19^{ème} siècle, les géographes anarchistes, tel Piotr Kropotkin(1842-1921), verront au contraire dans le réseau la figure même d'une société déconcentrée, décentralisée, le vecteur de la transition de la société archéo-technique de la vapeur à l'âge néo-technique, flexible et immatériel, dirait-on aujourd'hui, de l'électricité, la fin de la ségrégation entre la ville et la campagne, entre le travail manuel et le travail intellectuel, l'industrie manufacturière et l'agriculture. Toutes dichotomies qu'ils estiment être à la source des injustices sociales et des échanges inégaux. De cette théorie émaneront de nouvelles utopies de la ville et de l'aménagement régional où puiseront longtemps les architectes et planificateurs de l'espace.

Ce cheminement conceptuel nous rapproche de notre contemporanéité. Pas si loin de nous, en effet, le professeur de littérature anglaise de l'Université de Toronto, Marshall McLuhan, se réclame dans les années soixante de Kropotkin pour fonder le mythe devenu cliché du village global. La vidéosphère correspondrait au retour à la communauté première, qui signifie l'avènement d'un " véritable communisme ". Mais à la différence des anarchistes, le prophète de la communauté mondiale électronique fait s'évaporer les sources des inégalités sociales par l'enchantement de la participation sensorielle des téléspectateurs aux nouveaux vecteurs de l'image globale. De son côté, le sociologue nord-américain Daniel Bell voit en Saint-Simon le précurseur de cette technocratie qui devrait selon lui caractériser pleinement la société post-industrielle. En même temps qu'elle promeut le règne des technologies de l'information, cette société consacre les intellectuels " positifs ", c'est-à-dire orientés vers la prise de décision. Un trait d'équivalence est tiré entre cette positivité et la croyance en la fin de l'idéologie, qui recycle celle de la fin de l'histoire. Enfin, les métaphores à travers lesquelles traduire le réseau vont s'adapter à l'évolution des sciences de la vie. Elles ne cesseront de s'insinuer dans les manières de penser et d'exprimer l'évolution du monde à travers la croyance en un double déterminisme, la technique et le marché.

Dès le 19^{ème} siècle, la vision réticulaire du monde est consubstantielle à l'idée d'hégémonie. Le réseau est projeté au rang de concept permettant de penser la construction de la " grande puissance ". En d'autres termes, il devient performatif. C'est ainsi que la géographie politique ou géopolitique, cette science de l'espace et de son contrôle, qui prend son essor en Allemagne avec Friedrich Ratzel(1844-1904), envisage les réseaux et circuits, l'échange, l'interaction, la mobilité comme autant de manifestations de l'énergie vitale, de la

“ vitalisation “ du territoire. Faut-il rappeler que la carte des réseaux en vigueur à la charnière du 19^{ème} et du 20^{ème} siècle renvoie l’image du système-monde dont Londres occupe le centre.

Performatif, le concept de réseau le devient également en ce qui concerne le projet d’organisation des relations internationales. Moment emblématique, c’est en 1865 qu’est fondée la première institution internationale de régulation des flux de communication, l’Union télégraphique internationale. Elle instaure un modèle d’organisation de la “communauté internationale” qui sera repris à la fin de la seconde guerre mondiale par l’Organisation Internationale du Travail (OIT) et servira par la suite de référence aux organismes techniques des Nations-Unies. Performatif, le concept de réseau le devient aussi dans les stratégies du mouvement social. Les notions d’internationalisme et de mondialisme qui animent à cette époque le mouvement ouvrier, les mouvements pour la paix et contre l’esclavage et en général le mouvement associatif, sont des déclinaisons de la mise en réseau des formes de la solidarité. Le *Manifeste Communiste* (1848) comme les statuts de l’Association Internationale des Travailleurs (1864), en même temps qu’ils font découvrir le “ marché univers ” dévoilent la naissance d’un “ agent international entre les différents groupes nationaux et locaux, de telle sorte que les ouvriers de chaque pays soient constamment au courant des mouvements de leur classe dans les autres pays ”. Un des points des statuts de cette première Internationale indique que “ pour faciliter ses communications ”, l’AIT publiera un bulletin intitulé *Le Courrier International*. Il est intéressant de constater que l’inventeur de la science de l’information et de la documentation , Paul Otlet (1868-1944), est aussi un des deux fondateurs de la première Union Internationale des Associations. Il a également été, rappelons-le, celui qui a forgé le concept de mondialisme au début du vingtième siècle, dans le sillage du mouvement solidariste. Son ouvrage principal, *Le livre sur le livre*, qui paraît en 1934, anticipe largement l’idée d’une connection généralisée des bibliothèques et centres de communication à travers le monde, grâce aux progrès des télécommunications. Le réseau d’échanges ainsi conçu incarne l’utopie de la paix.

La représentation du progrès se confond d’ailleurs largement, dans l’esprit du temps, avec celle du réseau. Ceci aussi bien chez les tenants du libre-échangisme qu’auprès des précurseurs du socialisme, comme en témoigne le mot de Marx cité plus haut, qui montre toutefois n’être pas dupe quant à l’écart entre les promesses et les réalités . La question de la technique assimilée à la réalisation du progrès social a été l’objet de violentes controverses à l’intérieur du mouvement ouvrier ; les défenseurs d’une conception instrumentale et pour tout dire économiste s’affrontant à ceux qui voient dans les modèles dominants d’insertion sociale

des réseaux l'approfondissement des rapports d'exploitation et d'échange inégal. L'historien du " Temps du Monde ", Fernand Braudel, a tenu à signaler que les réseaux de communication n'ont pas seulement relié les hommes, ils ont aussi bien souvent creusé les écarts de développement entre les économies, les sociétés et les cultures.

Ce long dix-neuvième siècle que nombre d'historiens font débiter avec la Révolution de 1789 et se clôt au seuil de la première guerre mondiale, tandis que d'autres l'étendent jusqu'au second conflit, a été fondateur des grandes infrastructures mondiales de la communication. Nombre de techno-utopies ont tendance à l'oublier, de même qu'elles font fi de l'histoire de longue durée du mouvement vers l'unification du monde, la fin du 20^{ème} siècle leur apparaissant comme le moment de l'inauguration magistrale de l'ère des réseaux, avec l'irruption du Web. Seule récurrence, le millénarisme qui a accompagné la progression des diverses générations techniques depuis le télégraphe optique sous la Révolution et que l'on retrouve toujours dans le discours sur l'agora universelle.

Que l'on décide ou pas de l'englober dans le 19^{ème}, la première guerre mondiale a représenté un saut d'envergure dans les avancées de la rationalité technique appliquée à la gestion des grandes multitudes. Pour la première fois dans une guerre tout le réseau de la vie moderne avec ses multiples connections a été branché sur " cette ligne à haute tension qu'est l'activité militaire " selon l'expression de Ernst Jünger. Première guerre de la propagande parce que première guerre de la mobilisation totale de la population, elle fera naître les premières techniques de gestion de l'opinion. Les techniques de fabrication de l'assentiment, selon la formule en vogue à l'époque, se retrouveront appliquées, quand la guerre prendra fin, aux méthodes gouvernementales et appuieront le bond en avant du projet consumériste porté par le fordisme. Dans le domaine de la diplomatie, l'entre-deux guerres connaîtra une véritable révolution, à savoir le passage d'une doctrine des relations culturelles élaborée à partir d'une idée classique de la culture (assimilée à la culture lettrée, celle du livre, des institutions de l'enseignement de la langue et de la coopération scientifique par exemple) à une autre basée sur l'information et les industries culturelles et privilégiant le lien instantané. Le terrain d'essai de ce premier déploiement médiatique sur le plan international sera la guerre des propagandes. C'est en effet dans ce contexte que naîtront les grands réseaux radiophoniques internationaux, Radio Moscou, Radio Berlin, BBC, Voice of America, etc. Dès 1933, le national-socialisme met à profit l'incapacité des gouvernements à faire observer une convention minimale pour l'utilisation de la radio transfrontières à des fins pacifiques et le respect des souverainetés nationales.

L'INFORMATION, UNE FORCE STRUCTURANTE

La Seconde Guerre mondiale mobilise l'ensemble des technologies de communication. Elle est le berceau des grands calculateurs électroniques, annonciateurs de l'informatique en même temps que de la théorie mathématique de la communication. En 1948, Norbert Wiener, le fondateur de la cybernétique, diagnostique la force structurante de l'"information" : la société du futur s'organisera autour de cette dernière. Si l'humanité ne veut pas retomber dans la barbarie de la guerre, dont le mathématicien sort traumatisé, car il a participé au perfectionnement des armes anti-aériennes, elle doit s'approprier la force des nouveaux moyens. Mais il met en garde contre les risques de leur détournement. L'ennemi principal est l'entropie, c'est-à-dire cette tendance qu'a la nature à détruire l'ordonné et à favoriser la dégradation biologique et le désordre social. "Le montant d'information dans un système est la mesure de son degré d'organisation ; l'un étant le négatif de l'autre." L'information, les machines qui la traitent et les réseaux qu'elles tissent sont seuls à même de lutter contre cet empêchement de circuler en tous sens. Ladite société de l'information ne peut être qu'une société où l'information circule sans entrave. Elle est par définition incompatible avec l'embargo ou la pratique du secret, l'inégalité d'accès et la transformation de tout ce qui circule en marchandise. La persistance de ces facteurs ne peut que favoriser les avancées de l'entropie. En d'autres termes, faire reculer le progrès humain. Epinglant les obstacles à cette nécessaire libre circulation de l'information, le cybernéticien se montre implacable dans son analyse des mécanismes du pouvoir. "Une des leçons de mon ouvrage (*Cybernetics or Control and Communication*) est que tout organisme trouve la cohérence de son action dans la possession des moyens qui permettent d'acquérir, d'utiliser, de retenir, et de transmettre l'information....Or, de tous côtés, nous avons un triple resserrement des moyens de communication : l'élimination des moins profitables ; le fait que ces moyens sont dans les mains d'une classe vraiment limitée de gens fortunés qui expriment naturellement les opinions de leur classe ; enfin, le fait que, en tant que grandes artères vers le pouvoir politique et personnel, ils attirent tous ces ambitieux en quête de pouvoir. Ce système qui devrait plus que tout autre contribuer à l'homéostasie sociale est tombé directement dans les mains de ceux qui se soucient le plus de ce jeu du pouvoir et de l'argent." Transparence, refus de l'exclusion sociale, interrogation sur la logique du marché : voilà trois questions présentes à l'aube de l'informatique.

Ces questions, l'inventeur de la théorie mathématique de la communication, Claude E. Shannon, ancien élève de Wiener, ne se les a pas posées. Sa théorie est celle d'un ingénieur observant la transmission d'un message télégraphique d'un pôle d'émission à un pôle de

réception à des fins opérationnelles avec le seul souci de réduire les bruits, les déperditions et les coûts. Ce qui se passe du côté du récepteur, des conditions socio-politiques de la réception et de la construction du sens ne figure pas au programme. Shannon s'en tient à une vision linéaire du processus de communication, tandis que Wiener adopte le schéma de la circularité, s'intéressant aux relations interactionnelles qui marquent l'idée de la communication comme processus social permanent.

Le développement des technologies de l'information et de la communication issues de la Seconde Guerre mondiale n'ira pas dans le sens rêvé par Wiener. Les premiers réseaux combinant radar, ordinateurs et télécommunications sont à finalité militaire et plus concrètement anti-aérienne. Ils se développent dans le cadre des lois de sécurité nationale et sous les auspices du complexe militaro-industriel. La guerre froide, la conquête de la Lune et la course aux armements ainsi que les guerres en Asie constituent le cadre des innovations techniques et de leurs usages prioritaires. C'est d'ailleurs dans ce contexte d'alliances entre la recherche scientifique et les besoins militaires que se développera l'embryon du réseau destiné à devenir l'Internet.

Dès la fin des années soixante, les analyses de Zbigniew Brzezinski, spécialiste des problèmes du communisme et futur conseiller du Président Carter à la Sécurité Nationale, donnent une clé de lecture géopolitique de la future société des réseaux. Sa thèse est que la planète est en train de devenir une " société globale " et que le seul pays qui, par son pouvoir d'irradiation, mérite cette qualification se trouve être les Etats-Unis, grâce à la maturité de ses réseaux d'information et de communication qui proposent des modèles de vie, de comportement et d'organisation. La société globale sera donc l'extrapolation de l'archétype fixé par la société nord-américaine. La révolution " technétronique " annule l'idée de révolution politique. La diplomatie des réseaux remplace la diplomatie de la canonnière.

Dans les années soixante-dix, avec la première crise du pétrole, les grands pays industriels découvrent le rôle crucial de la ressource informationnelle. La France par exemple qui, renouant avec la tradition saint-simonienne, conjugue l'analyse de la crise de gouvernementalité avec la perspective nouvelle qu'offre le mariage entre l'ordinateur, le téléphone et la télévision. Le rapport officiel sur *L'Informatisation de la société* (1978) rédigé par Simon Nora et Alain Minc, fruit d'une vaste consultation des milieux scientifiques, fera date. Traduit en plusieurs langues, c'est un des premiers documents qui témoigne de la réflexion d'un pays industriel sur les "moyens de conduire l'informatisation de la société". L'outil "télématique", néologisme forgé dans ce cadre pour signifier la convergence des technologies de communication, est envisagé explicitement comme moyen de sortir de la

crise politique et économique qui affecte la société française, une crise que les auteurs n'hésitent pas à caractériser comme une "crise de civilisation". La communication est le garant d'un "nouveau mode global de régulation de la société". Nora et Minc s'inquiètent de l'hégémonie des banques de données américaines: "Laisser à d'autres, c'est-à-dire à ces dernières, le soin d'organiser cette "mémoire collective" en se contentant d'y puiser, équivaut à accepter une aliénation culturelle. La mise en place de banques de données constitue donc un impératif de souveraineté." Pour éviter que le pays ne soit privé de la "capacité de maîtriser son destin", ils proposent une stratégie industrielle volontariste d'indépendance nationale dans le domaine. Versant politique du projet qui s'intéresse à la télématique comme moyen de ressouder la volonté générale, il conviendrait d'utiliser l'informatisation massive de la société pour créer ce nouveau 'réseau' où chaque communauté homogène pourra communiquer avec ses semblables et avec le centre". "La palabre orale, avec ses rituels, équilibrait le village", concluent-ils. "La palabre informatisée, et ses codes, doit recréer une 'agora informationnelle' élargie aux dimensions de la nation moderne". L'idéologie salvatrice de la communication est en passe de supplanter la philosophie du progrès.

C'est précisément dans les années soixante-dix que les concepts de réseau et de société de l'information deviennent dans les puissances industrielles et dans les grandes institutions internationales une référence majeure pour l'élaboration des politiques publiques.

De l'autre côté de la ligne de démarcation Nord/Sud, la conscience de l'importance que vont prendre les circuits de communication dans l'ordonnement du monde va susciter dès la seconde moitié des années soixante-dix des revendications d'un Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC) de la part du Mouvement des Pays Non-Alignés qui plaide par ailleurs pour un nouvel ordre économique. L'UNESCO sera le principal lieu où s'exprimera cette volonté.

LA CRITIQUE DES VISIONS LINEAIRES

La question du pouvoir, de ses formes d'exercice, et celle des modalités de la résistance sont emblématiques du grand bouleversement théorique qui va se produire au cours de ces années qui voient se mettre en place les nouveaux modes d'organisation de la société. Ce qui fait problème c'est le caractère dual de la représentation du pouvoir, qui affecte aussi bien la façon dont on envisage l'action des moyens de communication que la manière dont est perçue la production de l'innovation sociale. La représentation même du changement social que partageaient la théorie critique dans son orthodoxie et la pensée fonctionnaliste concevait celui-ci en termes antagonistes ou en termes de paliers à franchir. On avait le haut et le bas,

l'avant et l'après, l'infra et le supra avec le cortège des métaphores à travers lesquelles cherchait à s'exprimer le sens donné à l'histoire comme marche du progrès.

La théorie critique a en effet été longtemps dominée par une répartition étroitement cloisonnée du vrai et du faux, qui n'était pas sans trouver au plan politique un écho dans l'opposition entre la ligne correcte et la ligne déviante. Ces modes d'interprétation ont retardé voire empêché la reconnaissance du statut spécifique de la culture et du symbolique. Il suffit d'évoquer l'obstacle qu'a constitué le paradigme infrastructure/superstructure pour la construction d'un savoir critique et pratique sur la production culturelle. La question théorique des déterminations et des préséances de l'une ou l'autre " instance ", économique et idéologique, renvoyait à des stratégies politiques qui les visualisaient comme des phases spatio-temporelles d'un changement linéaire. C'est d'ailleurs explicitement contre cette vision dichotomique, économiste et mécaniste, que se sont construites dans les années soixante les démarches théoriques de penseurs comme Louis Althusser, Lucien Goldmann, Roland Barthes et Pierre Bourdieu (pour ne nommer qu'eux) en France, Raymond Williams et Edward P. Thompson, fondateurs du courant britannique des *Cultural Studies*, et avant eux, dès l'entre-deux guerres, toute l'Ecole de Francfort, sans oublier le philosophe et homme politique italien, Antonio Gramsci, et ses concepts fondateurs d'hégémonie et d'intellectuel organique. Deux concepts qui se sont révélés si féconds dans l'analyse de la formation de la volonté générale, du consensus, dans les démocraties.

La pensée de Michel Foucault constitue un moment important dans cette rupture. Il questionne l'idée d'un pouvoir conçu comme attribut et propriété d'une classe et propose de l'envisager comme un réseau de relations, de pratiques et de stratégies. A la pensée de l'appareil, se substitue l'observation du dispositif, ensemble hétérogène qui englobe discours, institutions, organisations architectoniques, décisions réglementaires, lois et mesures administratives, énoncés scientifiques, propositions philosophiques, morales et philanthropiques ; le dispositif étant le réseau qui peut s'établir entre tous ces éléments. Rappelons que, à la même époque, Gilles Deleuze et Félix Guattari font appel à l'analogie botanique du rhizome, ce réseau souterrain et non hiérarchique de tiges à liaisons latérales, pour caractériser les nouveaux modes de résistance à l'ordre imposé.

Ce qui s'est fracturé, c'est l'image d'un pouvoir localisé dans un seul point de la société, visible et univoque, l'image d'un pouvoir central parfaitement articulé avec la périphérie. Ce qui se dessine, c'est l'image de réseaux complexes de lieux dont l'enchevêtrement même rend complexe la formation des décisions. A cette complexité doit correspondre la pluralité des instruments d'interprétation.

A un Foucault qui construit l'idée d'une société des réseaux de la surveillance, Michel de Certeau répond en avançant la notion des réseaux de l'anti-discipline, celle que révèlent les pratiques quotidiennes ou manières de faire, ces tactiques, cet art d'utiliser les produits imposés par un ordre économique dominant (les espaces de la ville, le supermarché, les médias, etc...). Cette nouvelle posture attentive aux modes de fonctionnement du pouvoir mais aussi aux façons de le contourner, attentive aux usages, aux procédures de consommation, réhabilite le sujet face aux structures et au système. Elle réhabilite aussi la vie quotidienne, le vécu face à l'institué.

Les approches des sciences sociales qui s'étaient inspirées de la théorie mathématique de la communication avaient tendance à oublier le contexte, à définir les interlocuteurs comme des atomes isolés, et surtout à postuler une causalité mécanique, à sens unique. La notion même de développement vue à travers l'équation linéaire progrès-modernisation s'était déclinée dans le champ de la communication par le biais des théories du diffusionnisme. La définition qu'elles donnaient de l'innovation était limitée à ce qui " est communiqué à travers certains canaux, dans la durée, parmi les membres d'un système social ". L'innovation consistait à transmettre un donné, de l'utilité duquel il fallait persuader les futurs utilisateurs. Le modèle vertical du diffusionnisme va être supplanté par la problématique horizontale du réseau, à travers le modèle de " la traduction ", ou de la construction socio-technique. Contre l'idée que la technique et la science sont des donnés, l'anthropologie des sciences et des techniques propose de les saisir en action, d'étudier comment elles se construisent. " Traduire " c'est mettre en réseau des éléments hétérogènes, évaluer un jeu de forces dans un système d'interdépendance. Les innovateurs doivent se faire des alliés, devenir des porte-paroles, avec des tactiques d'intéressement qui amènent leurs interlocuteurs, humains et non-humains, dans de nouveaux réseaux, de nouvelles séries d'alliances.

Les différentes formes que prend le retour à l'acteur-réseau constituent une avancée indéniable par rapport aux théories monolithiques. Ce retour permet de complexifier l'analyse de la réalité du pouvoir et du rapport que le sujet entretient avec lui. Mais les ambiguïtés de cette nouvelle approche doivent être signalées au moment même où on en souligne les mérites. Car ce paradigme qui valorise les négociations, les médiations, les traductions, les re-sémantisations dans les rapports de pouvoir et les effets de sens et qui substitue à la vision verticale et fatale de la domination la croyance en l'avènement de rapports sociaux horizontaux, légitime aussi la " société de contrôle " dont parle Gilles Deleuze. Société qui est le résultat des nouvelles formes d'hégémonie que requiert la phase contemporaine de l'accumulation du capital. Dans cette société de contrôle se multiplient les mécanismes socio-

techniques du contrôle flexible, à court terme, à rotation rapide, mais continue et illimitée, inspirés par le modèle managérial d'une entreprise devenue la référence majeure pour l'organisation de la totalité de la société. La distance est courte entre le dogme ultralibéral de la souveraineté du consommateur et la conception d'un usager abstrait des déterminations sociales. C'est là que l'on doit alerter sur les multiples dévoiements dont sont victimes des théories comme celle de Michel de Certeau appelées à cautionner un nouveau conformisme social, alors que c'était loin d'être le propos de leurs auteurs. On pourrait dire la même chose du sort réservé au "rhizome" par les apologues des "communautés virtuelles" qui croiront voir dans les théories de Deleuze et Guattari la préfiguration du réseau Internet, en tant qu'espace émancipé de toutes les pesanteurs institutionnelles, à commencer par les Etats-nations, la ségrégation des sexes, etc. Le même reproche peut être adressé à l'utilisation du modèle de "la traduction". Mais à la différence du cas précédent le modèle lui-même peut inciter à une telle dérive si l'on n'y prend garde. Le risque est réel en effet de surestimer la liberté de manœuvre de l'acteur et de l'acteur-réseau en oblitérant les dimensions normatives du lien social, c'est-à-dire l'idée que le lien social ne s'établit pas sur une base d'arbitraire et de hasard.

Dans ce brouillage des postures face au pouvoir et ce flou épistémologique, l'enjeu majeur devient la redéfinition du statut des intellectuels, la transformation des producteurs de savoir et de concepts en intellectuels "positifs", organiques aux besoins de la société managériale. Deleuze et Guattari fustigent cette conversion d'une manière assez percutante dans *Qu'est-ce que la philosophie?* : "Le fond de la honte fut atteint, n'hésitent-ils pas à écrire, quand l'informatique, le marketing, le design, la publicité, toutes les disciplines de la communication s'emparèrent du mot 'concept' lui-même et dirent : c'est notre affaire... Il est douloureux d'apprendre que 'concept' désigne une société de services et d'ingénierie informatique". Rappelons que pour les deux auteurs la production de concepts désigne la mission même de la philosophie. Ce qu'on peut appeler une véritable dérégulation conceptuelle est un des aspects, et non des moindres, de la vague des dérèglementations généralisées qui va toucher l'univers des réseaux.

ORDRE ET DESORDRE DES RESEAUX

La volonté de construire des stratégies nationales et régionales pour maîtriser l'expansion des réseaux transnationaux, qui se profile dès la fin des années soixante-dix aussi bien dans les rapports officiels des nations industrielles que dans les plaidoyers du tiers-monde contre l'échange inégal, est confrontée dès 1984 au processus de dérégulation des réseaux des

télécommunications qui se propage à partir des Etats-Unis dans la planète toute entière et ouvre la course à la concentration. Ce processus consacre le marché comme le grand régulateur et a comme cible la philosophie du service public. Une des conséquences de la dérégulation est précisément de délégitimer le genre de revendications soutenues par le Mouvement pour un Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication, puisqu'elles mettent en avant la nécessité de politiques publiques de communication, l'impératif de politiques culturelles et l'urgence de définir les droits des peuples et des citoyens à la communication.

La chute du Mur de Berlin relance, trois décennies après les analyses prémonitoires de Zbigniew Brzezinski, le mot d'ordre de la "diplomatie des réseaux". Les stratèges de la post-guerre froide font de cette dernière la pierre de touche de la construction de l'hégémonie culturelle de l'hyper-puissance autodénommée solitaire. " Force multiplicatrice de la diplomatie américaine, l'axe des technologies de l'information fonde le *soft power* - la séduction de la démocratie américaine et des marchés libres." Conclusion : seules les communications modernes, le *web* au premier chef, peuvent "encourager l'élargissement d'une communauté pacifique de démocraties, meilleure garantie d'un monde sûr, libre et prospère". C'est la thèse de deux experts auprès de l'administration Clinton, le politologue Joseph S. Nye et l'amiral William A. Owens. Le réseau change aussi les façons de faire la guerre. L' *Information dominance*, la maîtrise de l'information, façonne le discours sur la *netwar* ou *net-centric war* comme " guerre propre ", guerre des frappes chirurgicales et des dommages collatéraux.

L'"âge de l'information" va désormais se confondre avec l'"âge global". En 1994, il devient le tremplin d'une stratégie de construction d'une *Global Information Infrastructure* ou autoroutes de l'information, synonyme d'un " nouvel âge athénien de la démocratie ", selon l'annonce qu'en fait le vice-président des Etats-Unis d'alors Albert Gore lors d'une assemblée plénière de l'Union internationale des télécommunications (UIT) qui se tient à Buenos Aires autour du thème " Développement et télécommunications ". C'est au cours de cette même année que la notion de *New economy* pointe dans les discours officiels.

L'Union européenne n'est pas en reste. Le rapport du commissaire Bangemann sur la "société globale de l'information", publié la même année, invite les pays membres à s'adapter à la dynamique libre-échangiste. Il insinue que la convergence digitale oblige à fusionner les régimes réglementaires applicables à l'audiovisuel et ceux des télécommunications, à soumettre les deux à une norme simplifiée dictée par les "forces du marché". L'idée est de mettre sur le même pied une communication téléphonique et un produit culturel, l'enjeu étant

la disparition du traitement particulier réservé au dernier. L'annulation, par exemple, de la clause de l'"exception culturelle" ou "diversité culturelle". Mais cette vision outrancière de la dérégulation est loin de rallier l'ensemble de l'Union.

En 1995, le G7 entérine à Bruxelles le concept de *global society of information*. À cette réunion historique participe une cinquantaine de responsables des grandes firmes électroniques et aérospatiales d'Europe, d'Amérique du Nord et du Japon. En revanche, aucun des représentants de la société civile organisée n'y est invité. Dans sa conférence inaugurale, Gore se réfère à un “ Nouvel ordre mondial de l'information ”.

Le processus de déréglementation culmine en 1998, lorsque l'OMC décide d'ouvrir à la concurrence les services publics nationaux de télécommunications, précipitant les mégafusions entre les gestionnaires de réseaux et les industries du contenu, mettant au poste de commande le capital financier.

En 2000, le G8, réuni à Okinawa en présence des responsables des grandes firmes de l'informatique, reconnaît l'existence d'une “ fracture digitale ” et, pour la juguler, rend publique une “ Charte de la société globale de l'information ”. Lors du sommet du G7 à Bruxelles, en 1995, le thème des inégalités face aux technologies n'avait même pas été effleuré. Ce n'est qu'en 2001 que la OCDE s'inquiète des “ disparités d'accès et d'usages entre individus, foyers, entreprises et aires géographiques ”. Entre le G7 de Bruxelles et le G8 d'Okinawa, il y a eu l'irruption du mouvement social mondial à l'occasion de la conférence de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle fin 1999. Deux mobilisations antérieures laissent déjà entrevoir les nouvelles formes d'action internationale du mouvement social s'appuyant sur la logistique des nouvelles technologies. Pour s'opposer à l'ALENA et à l'offensive programmée par l'armée mexicaine pour réduire le Mouvement néo-zapatiste. Et pour s'opposer, avec succès, aux négociations qui se déroulaient dans le cadre de l'OCDE, organisme qui regroupe la trentaine des pays les plus riches de la planète, relatives au projet d'accord multilatéral sur les investissements (AMI), qui prônait la libéralisation sauvage dans ce domaine .

Dorénavant, la société civile organisée ne se satisfait pas de construire ses nouveaux réseaux de solidarité. Elle fait entendre sa voix sur l'architecture mondiale des technologies de l'information et de la communication. L'organisation de la première phase du “ Sommet mondial sur la société de l'information ” qui s'est déroulée en décembre 2003 à Genève au siège de l'Union internationale des télécommunications a eu valeur de test. La confrontation entre les gouvernements, les agences des Nations unies, le secteur privé et la société civile, tous deux invités dans le cadre des conférences préparatoires à ce sommet, a quelque peu

bousculé la crédibilité des discours enchantés sur la société de l'information. Les priorités défendues par les parties en présence sont éloquentes . Le secteur privé met l'accent sur la flexibilité et l'esprit compétitif de l'entreprise et insiste sur la nécessité de réduire les missions des politiques publiques à la création de l'environnement le plus favorable aux investissements grâce à des incitations fiscales et à la levée des barrières réglementaires. À cette vision techniciste s'oppose l'agenda social élaboré par le tiers secteur qui met en exergue : la nécessité de ne pas couper les expériences utilisant la communication numérique de la mémoire de l'appropriation sociale des technologies antérieures, la radio en particulier ; la gouvernance démocratique, c'est-à-dire la transparence et la participation ; l'alphabétisation, l'éducation et la recherche ; les droits de l'homme ; la connaissance comme patrimoine de l'humanité ; la diversité culturelle et linguistique ; l'abaissement des coûts de connexion, l'usage des logiciels libres et la révision du régime de la propriété intellectuelle, cause potentielle d'un nouveau clivage Nord/Sud ; la participation effective au gouvernement d'Internet et à toutes les instances où se jouent la régulation internationale du cyberspace : l'OMC, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) ou les organismes techniques comme l'ICANN ou Internet Corporation for Assigned Names and Numbers, qui gère les domaines du cyberspace; la sécurité du droit des citoyens à communiquer. La "sécurisation" des réseaux telle que la conçoivent de nombreux gouvernements renvoie à l'autre versant de la société de l'information : la surveillance et les atteintes à la vie privée et au droit de communiquer depuis le renforcement des mesures de contrôle du cyberspace à la suite des attentats du 11 septembre 2001 et du déclenchement de la *Global War* contre le terrorisme. En toile de fond : les projets de regroupement et de croisement de l'ensemble des banques et bases de données et autres gisements d'informations sur les citoyens (sécurité sociale, cartes de crédit, comptes bancaires, profils judiciaires, relevés des déplacements aériens, etc).

Le fait que l'Unesco, elle-même, tende à substituer l'idée de "sociétés de la connaissance" à celle de société de l'information indique combien demeure foncièrement ambiguë cette dernière notion dont l'histoire s'est faite, pour l'essentiel, dans le dos des citoyens. Ce salutaire troc sémantique corrobore le fait que la notion de "société globale de l'information" traduit une vision techno-déterministe du devenir des sociétés qui oublie que chacune d'elles forge ses modes d'appropriation des technologies en fonction de spécificités qui expriment des configurations d'acteurs inscrits dans des contextes institutionnels, culturels, industriels et politiques différents. L'introduction du pluriel permet de relier le thème des technologies à celui mis à l'ordre du jour par le projet de Convention internationale pour la préservation de la

diversité culturelle, qui cherche à faire de cette dernière une notion juridique dont les violations peuvent être sanctionnées. Un autre front s'est ainsi ouvert, au grand désagrément de la délégation des Etats-Unis, qui ne sera pas sans incidence sur les chances de combattre les causes structurelles des disparités en matière d'usage des réseaux mondiaux. Des causes que ladite " fracture numérique " tend à laisser dans l'ombre.

Les discours techno-utopiques qui ont régné sans partage à la fin du siècle dernier en déployant le mythe égalitariste des nouveaux réseaux, ne sont plus guère audibles en ce début de millénaire. L'éclatement de la bulle Internet, la précarisation des nouveaux métiers de l'immatériel, la révélation de la face militaire de l'âge de l'information avec la guerre d'Irak qui a aussi démystifié le mensonge éhonté d'un supposé *soft power*, ont ébranlé la légitimité de ce messianisme. Les réseaux se donnent aujourd'hui à connaître pour ce qu'ils sont, à savoir des enjeux dans un champ qui demeure marqué par des rapports de force , un champ étendu aux dimensions de la planète et qui requiert d'être approprié à travers la grille de lecture des droits des citoyens.

BIBLIOGRAFÍA

- Bell D. (1973), *The Coming of Post-industrial Society*, New York, Basic Books.
- Bolano C., Mastrini G., Sierra F. (eds) (2004), *Economía política, comunicación y conocimiento*, Buenos Aires, La Crujia.
- Braudel F. (1984), *Civilización material, economía y capitalismo: siglos XV-XVIII*, t. 3. El tiempo del mundo, Madrid, Alianza.
- Breton Ph. (1997), *L'Utopie de la communication*, Paris, La Découverte.
- Brzezinski B. (1979), *La Era tecnotrónica*, Buenos Aires, Paidós.
- Cassen B. (2003), “ On the Attack ”, *New Left Review*, 19.
- Castells M. (1999), *La Era de la información. Vol. I: La Sociedad red*, Mexico, Siglo XXI.
- Certeau (de) M. (1980), *Arts de faire. L'invention du quotidien*, Paris, Editions 10/18.
- Day R. (2001), *The Invention of Modern Information*, Carbondale, Southern Illinois University Press.
- Deleuze G. (1990), *Pourparlers*, Paris, Minuit.
- Deleuze G. et Guattari F. (1980), *Mille plateaux. Capitalisme et schizophrénie*, Paris, Minuit.
- Deleuze G. et Guattari F. (1991), *Qu'est-ce que la philosophie ?*, Paris, Minuit.
- Foucault M. (1976), *Vigilar y castigar. Nacimiento de la prisión*, Mexico, Siglo XXI.
- Garnham N. (1998), “ Information Society Theory as Ideology : A Critique ”, *Loisir et Société/ Society and Leisure*, vol. 21, n°1.
- Latour B. (1989), *La Science en action*, Paris, La Découverte.
- Lévy P. (1994), *L'Intelligence collective*, Paris, La Découverte.
- McLuhan M. (1962), *The Gutenberg Galaxy*, Toronto. Toronto University Press.
- Mattelart A. (1995), *La Invención de la comunicación*, Mexico, Siglo XXI.
- Mattelart A. (2000), *Historia de la utopía planetaria. De la ciudad profética a la sociedad global*, Barcelona-Mexico-Buenos Aires, Paidós.
- Mattelart A. (2002), *Historia de la sociedad de la información*, Barcelona-Mexico-Buenos Aires, Paidós.
- Mattelart A., Mattelart M. (1987), *Pensar sobre los medios*, Mexico, Ediciones UAM-Xochimilco (Madrid, Fundesco, 1987/ Santiago de Chile, Ediciones LOM, 2000)
- Mattelart A., Mattelart M. (1997), *Historia de las teorías de la comunicación*, Barcelona-Mexico-Buenos Aires, Paidós.

- Mattelart A., Schmucler H. (1982), *America Latina en la encrucijada telematica*, Barcelona, Paidós.
- Miège B. (2004), *L'Information-Communication, objet de connaissance*, Paris, de Boeck/INA.
- Musso P. (1997), *Télécommunications et philosophie des réseaux*, Paris, Presses universitaires de France.
- Nye J. S. , Owens W. A. (1996), “ America’s Information Edge ”, *Foreign Affairs*, vol. 75, n°2.
- Robins K., Webster F. (1999), *Times of Techoculture. From the Information Society to the Virtual Life*, Londres, Routledge.
- Schiller H. (1984), *Information and the Crisis Economy*, Norwood, N. J., Ablex.
- Schmucler H. (1997), *Memoria de la comunicacion*, Buenos Aires, Biblos.
- Solis B. (comp.), Dossier sobre la “ Sociedad de la informacion ” , *Dialogos de la comunicacion*, Lima, Setiembre 2003.
- Trejo Delarbre R. (1996), *La nueva alfombra magica. Usos y mitos de Internet*, Madrid, Fundesco.
- Tremblay G. et al. (eds) (2003), *2001 Bogues. Globalisme et pluralisme*, 4 vol., Québec, Les Presses de l’Université Laval (*con trabajos en castellano, ingles y frances*).
- Tremblay G. (ed) (2003), *Panam. Industries culturelles et dialogues des civilisations dans les Amériques*, Québec, Les Presses de l’Université Laval (*con trabajos en tres lenguas*).
- Wiener N. (1948), *Cybernetics or Control and Communication in the Animal and the Machine*, Paris, Hermann.